

Délaissé durant plusieurs années

# Les randonneurs réinvestissent le Djurdjura

Page 4

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4137 - Dimanche 2 avril 2017 - Prix : 10 DA

Lutte antiterroriste à Bouira

Des barils de produits pour fabrication de bombes artisanales découverts

Page 24

Elections Législatives

## El Islah, Nahda, Front du changement pour une participation «massive»

Page 3

Chavistes contre anti-chavistes

Par Mohamed Habili

**A**ux dernières nouvelles, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, conjure la Cour suprême, qui appartient au même bord que lui, de revenir sur sa décision de se substituer à l'Assemblée dans la confection des lois, de la rétablir donc dans ses prérogatives constitutionnelles. Sera-t-il entendu par elle ? En fait, ce n'est pas là la bonne question, mais celle-ci : l'opposition, qui tient l'Assemblée, et qui aura tout fait depuis son accession au pouvoir pour le faire tomber dans les règles tout autant que par l'entremise de la rue, se saisira-t-elle de cette concession qui lui est faite, et en fera-t-elle une autre en réponse, en cessant par exemple d'exiger son départ ? Au point où en sont les choses aujourd'hui au Venezuela, il faudrait quelque chose comme un miracle pour que sa double crise, politique et économique, perde seulement de son intensité, sans même parler de son dépassement. L'épreuve de force prolongée mettant aux prises chavistes et anti-chavistes depuis des mois est souvent présentée comme un nouvel épisode de la lutte toujours recommencée que se livrent démocratie et dictature dans un pays ou dans un autre au niveau d'un continent dont c'est là un trait caractéristique.

Suite en page 3

A partir d'El Oued

# Sellal exhorte à faciliter l'accès au foncier agricole



Après quelques mois d'interruption, Abdelmalek Sellal reprend son périple de visites d'inspection inscrites dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République. Pour sa première sortie, le Premier ministre a choisi la wilaya d'El Oued où l'agriculture, formation professionnelle, santé, habitat, tourisme et sport ont été les secteurs cible de sa visite de travail effectuée hier.

Lire page 2

Cours de l'or noir

## Le pétrole sur une note positive

Page 5

Couture

## Le créateur de mode Fouad Guerfi dévoile sa collection

Page 13

A partir d'El Oued

# Sellal exhorte à faciliter l'accès au foncier agricole

■ Après quelques mois d'interruption, Abdelmalek Sellal reprend son périple de visites d'inspection inscrites dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République. Pour sa première sortie, le Premier ministre a choisi la wilaya d'El Oued où l'agriculture, formation professionnelle, santé, habitat, tourisme et sport ont été les secteurs cible de sa visite de travail effectuée hier.

Par Lynda Naili

Ainsi, lors de cette première sortie nationale de l'année dans la wilaya d'El Oued, en se rendant sur une exploitation agricole privée dans la zone de Daya, commune de Sidi-Aoun (15 km du chef-lieu de wilaya), Abdelmalek Sellal a exhorté les responsables du secteur à faciliter l'accès au foncier agricole, à lever les contraintes bureaucratiques et à accorder des terres aux personnes désireuses de se lancer dans l'investissement, avant de révéler que des décisions importantes vont être prises pour la prise en charge des principales préoccupations des agriculteurs, notamment l'électrification et les pistes agricoles.

En outre, procédant à une remise de titres de concession, le Premier ministre a également appelé les investisseurs agricoles à arrêter une stratégie visant à se tourner vers l'exportation, en tant que créneau de diversification économique hors hydrocarbures.

Aussi, a-t-il mis l'accent sur l'élaboration d'une stratégie d'exportation, soulignant, à ce propos, que la nouvelle vision de l'économie nationale s'articule sur ce levier (exportation), et appelant aussi à réfléchir sur une qu'il réponde aux standards internationaux d'exportation, ainsi que sur la nécessité de s'adapter aux exigences des marchés internationaux dans le domaine.

Par ailleurs, le Premier ministre a inauguré un complexe de conditionnement et de froid dans la commune de Trifaoui, à une dizaine de km du chef-lieu de la wilaya. Une occasion pour Sellal d'insister sur l'amélioration du produit agricole de sorte à ce qu'il réponde aux standards internationaux d'exportation, ainsi que sur la nécessité de s'adapter aux exigences des marchés internationaux dans le domaine.

Le secteur de la Santé a pour sa part occupé une place particulière dans l'ordre du jour de la visite d'inspection du Premier ministre puisque une clinique privée «Ibn Hayane», d'une capacité de 80 lits, située à la cité du «8 Mai 1945», a été inaugurée et le projet du Centre anticancéreux (CAC) de 140 lits se trouvant au chef-lieu de wilaya a reçu la visite de Abdelmalek Sellal et de l'importante délégation qui l'accompagnait. A ce propos, le Premier ministre a mis l'accent sur l'amélioration des prestations de santé, tout en appelant à doter ce type de structures d'équipements médicaux modernes et à y assurer le plus de spécialités médicales



possibles, pour une bonne prise en charge des malades. S'agissant de la première structure médicale, réalisée à la faveur d'un investissement de 1,2 milliard DA, avec l'appui de l'Agence nationale de l'investissement (ANDI), elle générera 70 emplois englobant les corps médical et paramédical. Pour ce qui est du projet de réalisation du CAC retenu dans le cadre du programme complémentaire de soutien à la croissance économique pour un montant de 5,2 milliards DA dont l'état d'avancement du chantier a atteint les 97%, il s'est vu accorder également une enveloppe de plus de 3,5 milliards DA pour son équipement. Sur le chantier, Sellal a souligné la nécessité de création d'une annexe de formation paramédicale, notamment dans les spécialités mère-enfant et radiologie, pour encadrer ce centre devant entrer en service en octobre prochain. Cette structure de formation, poursuivra-t-il,

devra aussi contribuer à pourvoir les structures hospitalières de proximité en encadrement paramédical nécessaire, susceptible de garantir l'amélioration des prestations médicales aux malades.

## Sellal insiste sur le respect des modes de construction

Pour ce qui est du secteur de l'Habitat, avant d'annoncer un programme supplémentaire de 2 500 logements ruraux pour renforcer le programme global de la wilaya, Sellal a procédé à une remise des clés de logements à des bénéficiaires et suivi un exposé sur le plan d'occupation des sols (POS) qui prévoit un programme de 4 000 logements, toutes formules de construction confondues. Quelque 700 unités de logements sont prêtes à être attribuées à leurs bénéficiaires. Dans la foulée, Sellal a appelé à accé-

léler la réalisation du programme de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL) qui a accusé un retard du fait, selon les responsables du programme, de «contraintes liées au foncier». Le Premier ministre a exhorté aussi les responsables locaux à œuvrer à l'application de l'instruction concernant le respect des modes de construction dans le Sud, adaptés aux spécificités naturelles et climatiques de la région. Il a, par la même occasion, invité les bureaux d'études à prévoir l'intégration, dans les projets d'habitat, d'espaces devant servir d'assiettes à différentes structures, notamment commerciales, pour répondre aux besoins des citoyens.

## Investir et promouvoir le secteur du tourisme

Par ailleurs, appelant à investir et promouvoir le secteur du Tourisme, un créneau ou l'invest-

tissement est prometteur et qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de diversification de l'économie nationale, hors secteur des hydrocarbures, le Premier ministre a inauguré le complexe touristique saharien privé «La Gazelle d'Or», localisé à l'entrée ouest de la ville d'El-Oued, sur l'axe routier menant vers la wilaya de Ouargla. Lancé en 2008 pour un investissement de 10 milliards DA, le complexe offre une capacité d'hébergement de 542 lits et générera 393 emplois. Concernant le secteur de la Formation professionnelle, Abdelmalek Sellal a inauguré un institut national spécialisé de formation professionnelle dans la commune de Hassani Abdelkrim (10 km à l'est d'El-Oued).

Cet établissement, réalisé pour un montant de 336 millions DA et offrant une capacité d'accueil de 300 places, assurera des formations dans des spécialités en rapport direct avec les activités agricoles, dans leurs segments végétal et animal. Le Premier ministre a appelé les responsables concernés du secteur à axer sur la formation dans l'agriculture et le tourisme, en tant que secteurs dynamiques dans la wilaya, tout en insistant sur l'adéquation de la formation avec les besoins du marché de l'emploi. Enfin, le secteur des sports de ne sera pas en reste de la visite du Premier ministre, puisqu'il a inauguré une salle de sports de 3 000 places, réalisée au quartier Chott et baptisée au nom du chahid Derki Alia.

Cette structure, première du genre au sud du pays et qui a nécessité un investissement de 600 millions DA (étude et réalisation), dont 85 millions DA pour l'équipement, est dotée de trois vestiaires, deux salles de préparation physique, des salles techniques, un magasin et un salon d'honneur. L. N.

## Gestions des biens waqf

# Mohamed Aissa plaide pour des méthodes modernes

Le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Mohamed Aissa, a appelé, hier à Alger, à adopter des méthodes modernes dans la gestion des biens waqf de l'Algérie.

«La gestion des biens waqf se fait actuellement avec des moyens désuets et une mentalité bureaucratique», a indiqué Mohamed Aissa à l'ouverture des travaux de la conférence nationale annuelle des cadres centraux et régionaux des affaires religieuses, appelant à l'adoption de «méthodes modernes» dans la gestion de

ces biens à l'instar «de ce qui est en vigueur dans certains pays musulmans».

Il a précisé que son ministère «n'est toujours pas en mesure de recouvrer les loyers des biens waqf accaparés par certaines parties n'ayant aucune relation avec les affaires religieuses», faisant allusion à la possibilité de recourir à la justice «si cela s'avère nécessaire» pour restituer ces biens avec «la force de la loi».

D'autre part, le ministre des Affaires religieuses et des waqfs a annoncé l'institution d'un

concours national pour les meilleurs imams en matière de gestion des mosquées et structures y afférentes, de contribution dans la lutte contre le monopole et la cupidité de certains commerçants et, enfin, la diffusion de la culture de la rahma (clémence), de solidarité et d'entraide durant le mois sacré de ramadhan.

Evoquant le crédit bonifié gelé depuis trois ans, il a estimé nécessaire de relancer «de manière organisée et structurée au profit des différentes catégories de la société», soulignant

l'éventuelle «augmentation du crédit à un million de dinars».

Mohamed Aissa a en outre exhorté les directeurs des affaires religieuses et des waqfs dans les différentes wilayas du pays à consacrer un jour par semaine à la réception des imams pour les «écouter et s'informer de leurs préoccupations». Il a rappelé, à ce propos, l'existence d'une commission technique chargée de présenter un «modèle» pour le programme des medersates (écoles coraniques) qui sera dévoilé ultérieurement. R. Z.



## Elections législatives

# El Islah, Nahda, Front du changement pour une participation «massive»

■ A quelques jours du lancement officiel de la campagne électorale des élections législatives du 4 mai prochain, l'activité partisane commence à se faire ressentir. Le mot d'ordre pour l'ensemble est un appel à «une participation massive» lancé en direction des électeurs qui, pour l'instant, affichent un certain scepticisme.

Par Lynda Naili

Le président du mouvement El Islah, Filali Ghouini, a appelé, hier à M'sila, les citoyens à participer massivement aux élections législatives du 4 mai prochain. Lors d'une rencontre avec les militants de son parti, tenue à la bibliothèque centrale, M. Ghouini a souligné que la campagne électorale, en prévision de ces législatives, doit œuvrer à «convaincre le peuple algérien à se diriger en grand nombre aux urnes pour choisir librement ses représentants». Une participation massive, a-t-il estimé, garantira «la crédibilité des prochaines élections et dissuadera toute velléité de porter atteinte à l'opération électorale par la fraude ou toute forme d'influence des électeurs».

«Une participation massive aux législatives fera sortir une assemblée formée de compétences aptes à contribuer à apporter des solutions à la situation que vit le pays actuellement», a ajouté le président d'El Islah qui a relevé que la campagne électorale de son parti s'articulera autour «de la consolidation de la réconciliation nationale, la préservation de la patrie, de la paix et de la stabilité». L'intervenant a également indiqué que son mouvement œuvre à protéger «le projet national rassembleur des Algériens qui mobilise toutes les ressources de la nation pour bâtir l'Etat de droit, renforcer les institutions de l'Etat et faire face aux tentatives visant à porter atteinte au pays». Pour sa part, le secrétaire général du parti Nahda, Mohamed Douibi, a lancé un appel, hier, à partir de Chlef, en vue d'une participation massive aux prochaines législatives. Animant un meeting au centre de loisirs scientifiques de la ville, Mohamed Douibi a estimé que la participation aux élections consacre le droit du citoyen dans la prise de la décision politique, affirmant que ce dernier (citoyen)



PH/D.R.

est le facteur principal de l'équation politique, impliquant également le pouvoir et les partis politiques. «Participez avec force et détermination à ces élections, car nous voulons que la vie politique en Algérie soit fondée sur la volonté libre des citoyens», a-t-il déclaré. Il a souligné, en outre, que la participation de l'alliance Nahda, Justice et El Binaa, aux législatives de mai 2017, a été dictée par notre conviction que c'est le citoyen qui changera la carte politique en Algérie, tout en exprimant le souhait que ces élections soient libres et transparentes, avec la participation de coalitions politiques susceptibles de faire face aux enjeux de la prochaine étape. Mohamed Douibi a considéré que ces élections pourront constituer une opportunité pour l'Algérie afin d'entamer une nouvelle relance, garante des besoins du pays et des citoyens, à condition que cette relance soit accompagnée par une volonté politique de la part du pouvoir. A son tour, le secrétaire général du mouvement El Binaa El Watani, Mohamed Mekhaneq, a estimé

que l'alliance Nahda, FJD et El Binaa est dictée par la nécessité de fédérer l'énergie émanant des enfants du peuple et de leur offrir un projet consensuel, soutenant que la clé de sortie de la crise est dans l'unité autour des fondements de l'identité algérienne, qui sont la langue, la religion et le pays. Il a, en outre, plaidé pour le dialogue et la non marginalisation des compétences, qui faciliteront l'unité nationale, tout en louant l'histoire du peuple, qui a inculqué, selon lui, une leçon au monde entier, en demeurant lui-même malgré 132 ans de colonialisme. Les mouvements Nahda et El Binaa sont en lice pour les législatives de mai prochain, avec le FJD, au titre d'une coalition nommée El Itihad pour la Nahda, la justice et El Binaa, est-il signalé. L'opportunité a donné lieu à la tenue d'une journée de formation au profit des cadres de l'Itihad, sur les méthodes de gestion d'une campagne électorale. De son côté, Abderrahmane Sellam, secrétaire général du Parti de la voie authentique (PVA), a affirmé, hier à partir de Bouira, que le boycott

des prochaines élections législatives ne mènera pas au changement escompté. En effet, lors d'une rencontre avec les militants et sympathisants de son parti, tenue à la maison de jeunes Mohamed-Isiakhem de Bouira, Sellam a indiqué que «le boycott et l'abstention ne mèneront pas au changement que nous recherchons». Le patron du PVA a appelé à une «participation massive» des citoyens au vote pour tenter d'apporter le changement et les solutions nécessaires aux problèmes auxquels font face les Algériens. Le citoyen doit exprimer sa voix et donner son avis pour permettre à tout le monde de participer à la prise de décision pour l'avenir du pays, a-t-il ajouté. Lors d'un point de presse, ce dernier a qualifié l'appel au boycott lancé par certains partis politiques de «trahison envers la nation et le peuple algérien».

## Les législatives, une opportunité pour le changement démocratique

Quant à Abdelmajid Menasra, président du Front du changement (FC), il estimera que les prochaines législatives sont «une opportunité pour opérer le changement démocratique et préserver la sécurité et la stabilité du pays». Tête de liste de l'Alliance MSP-FC à Alger, Menasra, lors d'une rencontre consacrée à l'annonce de la liste des candidats de l'Alliance, a indiqué que cette dernière regroupe «des compétences ayant une expérience politique et un niveau d'instruction appréciable». Répondant à une question sur l'opération de surveillance du processus électorale par les représentants des partis politiques, M. Menasra n'a pas exclu la possibilité d'une coordination avec d'autres formations politiques dans ce domaine.

L. N./APS

## Surveillance des élections

# Aïdouni met en avant le rôle des magistrats

Le président du Syndicat national des magistrats, Djamel Aïdouni, a mis l'accent, hier à Alger, sur le «rôle important des magistrats aux élections», précisant que les prochaines législatives étaient une occasion pour eux de «prouver leur disposition à servir leur pays et leur société».

«Les prochaines législatives seront une occasion pour nous les magistrats de confirmer le

rôle que nous avons accompli lors des précédentes échéances électorales», a précisé M. Aïdouni dans une déclaration à la presse en marge de la session ordinaire du Conseil national du syndicat. «Les magistrats connaissent bien leur mission et ont une expérience dans ce domaine», a-t-il soutenu. Par ailleurs, le président du Syndicat national des magistrats a souligné que l'opération élec-

torale était «gérée par des lois qui doivent être respectées par tous». L'intervenant a ainsi évoqué le rôle «important» des magistrats lors des prochaines législatives, aussi bien au sein de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIIE), créée à la faveur de la dernière révision constitutionnelle, qu'au niveau des commissions locales de surveillance des élections et du Conseil

constitutionnel chargé de l'annonce des résultats définitifs des élections. Le responsable a évoqué les réformes qu'a connues le secteur de la Justice durant ces dernières années, notamment à la faveur de la dernière révision constitutionnelle qui a consacré le droit du citoyen au double degré de juridiction en matière criminelle, l'indépendance de la justice, outre les acquis en matière de détention provisoire

## LA QUESTION DU JOUR

### Chavistes contre anti-chavistes

suite de la page Une

Selon ce schéma en quelque sorte préétabli, il y aurait d'un côté une majorité respectueuse des libertés, de la séparation des pouvoirs et de la sanction des urnes, et de l'autre une minorité, formée d'un pouvoir et de sa clientèle, et qui entend conserver ses positions acquises contre la volonté populaire et au mépris de la constitution du pays. On parle même d'un pouvoir personnel, celui de Maduro, qui vise à s'éterniser, à s'émanciper des règles en vigueur. Cette façon de voir aurait eu pour elle quelque vraisemblance si le gouvernement vénézuélien jouissait de la même aisance financière qu'au moment où il succédait à Hugo Chavez. S'il ne tenait que par la rente pétrolière, que par les capacités distributives qu'elle lui confère, il serait déjà tombé. Dans leur majorité les Vénézuéliens aujourd'hui courent après le minimum vital. Ils passent leurs journées à chercher de quoi se nourrir et se soigner. Leur niveau de vie est celui d'un peuple en situation de guerre. La monnaie nationale ne vaut plus rien. Et quand même elle vaudrait encore quelque chose, elle ne servirait à rien du moment que les magasins sont toujours vides, qu'il n'y a plus rien à acheter ou quasiment. Un peuple ne lèverait pas le petit doigt pour sauver un gouvernement désormais incapable de lui assurer le nécessaire. Il faudrait que les masses populaires vénézuéliennes tiennent au pouvoir incarné par Maduro par un autre lien que celui-là. Si celui-ci ne tombe pas, en dépit à la fois de l'affreux état de l'économie et des coups de boutoir de l'opposition libérale, c'est à l'évidence parce qu'il ne manque pas de soutiens, dont bien sûr celui de l'armée, dans son ensemble de conviction chaviste, mais il n'est pas le seul. Il dispose également de celui des classes populaires, en dépit de leurs souffrances. Autrement, il ne tiendrait pas regard de la mobilisation incessante de ses ennemis de classe. Dans ce pays, le clivage n'est pas entre dictature et démocratie, mais entre classes riches et classes pauvres. Le Venezuela n'est pas le Brésil où une classe politique corrompue a fait tomber une présidente intègre régulièrement élue. Là un parti révolutionnaire est au pouvoir, qui ne se laissera pas abattre avant d'avoir livré bataille en usant de toutes ses armes.

M. H.

Délaié durant plusieurs années

# Les randonneurs réinvestissent le Djurdjura

■ Les randonneurs sont de plus en plus nombreux à se rendre sur le majestueux massif du Djurdjura, au bonheur des fans de la montagne. Ces balades deviennent régulières et suscitent de l'engouement parmi les jeunes et les moins jeunes.

Par Hamid Messir

Face à ce rush, la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tizi Ouzou a pris le soin d'offrir la chance au maximum de ces amoureux de la montagne en organisant des randonnées au profit des adhérents de ces établissements de jeunesse à travers la wilaya et selon plusieurs circuits devenus des références pour d'autres randonneurs, organisés sous une autre forme. Pour prendre connaissance de cette belle réconciliation entre les populations et leurs montagnes après une période de froid dictée par une situation sécuritaire, nous avons décidé de prendre part à la randonnée de ce dernier vendredi de mars avec une cinquantaine d'adhérents des établissements de jeunesse de Tizi Ouzou, Boghni et Tirmintine. Le point de départ de la randonnée, d'environ une vingtaine de kilomètres, a été l'autre bout du monde d'Agouni Ghehrane, le village Ath Argane, situé en hauteur mais au pied des sommets du Djurdjura. Le guide de la randonnée est un connaisseur, amoureux de montagne et cadre à la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tizi Ouzou, Lounes Meziani. Ce dernier regroupait les randonneurs avant l'entame de l'ascension depuis déjà un peu plus de 1 100 m pour donner les précieuses consignes dans lesquelles figurent aussi les obligations de tout randonneur dans un espace naturel. Le respect de la quiétude des occupants du Parc national du Djurdjura (PND) dont les espèces animales et végétales, ne pas s'éloigner des randonneurs afin de ne pas se perdre dans ce vaste parc naturel et surtout ne pas oublier d'emporter avec soi les déchets.

## L'ascension entamée

Dès l'entame de la randonnée, il était peu avant 11 heures ce vendredi printanier, notre



PHILIPPE milieu de la montagne, c'est cela la tradition de la transhumance». Sur les lieux nous apercevons aussi les auxiliaires des bergers, les chiens, pour dissuader les chacals affamés qui rôdent autour des troupeaux. Après ces rappels historiques, nous continuons notre ascension pour le sommet de la randonnée, un peu plus 1 600 m.

## Le rocher du corbeau défiguré

De là-haut on domine une bonne partie du Djurdjura comme le pic du corbeau d'Agouni Ghehrane, le village natal de Slimane Azem. On l'appelle aussi le rocher du corbeau défiguré. Il est près de 16 heures, l'heure est à l'entame des chemins qui descendent avec des paysages féériques et ce sentiment de bien dominer une bonne altitude du Djurdjura. La descente est moins pénible que la montée même si elle reste périlleuse de par le terrain très accidenté. Direction le village Ait Oulhadj après près de deux heures de marche. Nous atteignons le point de l'arrivée vers 17h30 où nous attendaient nos moyens de transport mobilisés pour la circonstance au milieu de la placette de ce si beau village Ait Oulhadj, le vrai, a tenu à nous le souligner l'un des vieux de ce même village avec qui nous avons engagé une discussion pendant qu'on attendait le second groupe de randonneurs. Car pour notre interlocuteur, les ancêtres de l'autre village Ait El-Hadj situé à Ath Argane (point de départ de la randonnée) seraient partis de leur village. Nous quittons le pied du Djurdjura peu avant 18 heures avec ces beaux souvenirs immortalisés dans nos smartphones et appareils photos et ce désir d'aller encore à la découverte d'autres sites féériques de nos montagnes qui n'ont rien à envier à celles dont on rêve découvrir ailleurs.

H. M.

guide nous fait visiter la maison, qui durant la période de l'occupant français servait de siège au club alpin. Il donnait des informations sur l'histoire du lieu au passage. Après quelques centaines de mètres de notre ascension, le singe sauvage berbère, le macaque sylvanus, nous accueille avec un air méfiant et en se tenant très loin de ces «envahisseurs» de son territoire. Poursuivant notre randonnée, nous atteignons au bout de près de deux heures de marche une altitude d'un peu plus de 1 500 m, au rythme de nos plus jeunes randonneurs, la dizaine d'années, et de la plus vieille randonneuse, la soixantaine, dont notre guide ne cessait de nous le rappeler tout au long de la randonnée. Et c'est une prairie qui vous accueille avec un vaste terrain vraisemblablement qui sert pour le football de par son tracé naturel à l'aide de petites roches.

La prairie de Tabourt N'Ath Argane (la porte des Ath Argane) est entourée d'autres paysages formés par des montagnes à vous couper le souffle. Plus au nord, sur une hauteur de près de 1 800 mètres, un trou dans une montagne, et à l'ouest deux autres montagnes se rencontrent à leur pied mais pas à leur sommet, offrant un décor qu'aucun randonneur ne ratera pour immortaliser ce moment de pas-

sage. Au milieu de cette prairie, un cours d'eau alimenté par la fonte de rares neiges qui résistent encore malgré la hausse du mercure enregistrée tout au long des semaines qui ont suivi la vague de froid de février dernier. Une eau fraîche voire glaciale à certains endroits de la rivière qui traverse toute la prairie. La halte du déjeuner sera marquée non loin de ce cours d'eau mais un peu plus haut que Tabourt N'Ath Argane. Une pause bien méritée après plus de deux heures des quatre heures de marche du circuit de la randonnée. Lounes Meziani prend le soin de faire le tour de toutes «tables» avant de déjeuner afin de s'assurer que tous les randonneurs ont de quoi recharger leurs batteries pour le reste de l'ascension. Certains randonneurs ont marié le menu de leur déjeuner avec dame nature, prenant le soin de prendre dans leurs sacs à dos des plats traditionnels très indiqués pour les longs périodes de marche à pied. L'ambiance était festive avec un échange de nourriture ou pour s'entraider. Certains, pour leur première randonnée, ne s'étaient pas équipés et ravitaillés en ce qu'il faut. Le déjeuner a pris environ 40 mn avant que le guide ne siffle la fin de la «mi-temps» et annoncer la reprise de la seconde partie de l'ascension. C'est au moment où

nous quittons cette prairie qu'un autre groupe de randonneurs, des étudiants et étudiantes de l'université Mouloud-Mammeri, arrive sur les lieux. Leur randonnée devait les conduire vers le lac Agoulmim, situé à plus de 1 800m d'altitude. Notre guide leur déconseille d'emprunter le chemin choisi pour s'y rendre eu égard à ce peu de temps qui leur reste pour y arriver et revenir avant la tombée de la nuit. Mais cela n'a pas découragé nos jeunes étudiants, emmenés par des camarades de la région en parfait connaisseurs de tous ces chemins qui mènent aux hauteurs du majestueux Djurdjura.

## L'enclos du berger

Sans perdre de temps, nous reprenons notre randonnée. Nous montons quelques dizaines de mètres pour atteindre l'enclos du berger qui domine une belle prairie où des bergers font paître leurs troupeaux. Notre guide nous raconte que par le passé, «une fois arrivés à la montagne comme cet enclos, les bergers et leurs troupeaux ne redescendent qu'à l'avènement des premières pluies automnales annonçant les précoces chutes de neige toute proches. Ce rituel dure la moitié de l'année. Six mois au village et un semestre parmi les bêtes au

Tebboune à propos de la rationalisation des importations

## «Pas d'impact sur les échanges entre l'Algérie et l'UE»

Le ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a reçu le chef de la délégation européenne en Algérie, John O'Rourke. A l'issue de cette rencontre, le ministre a tenu à rassurer l'UE quant à un éventuel impact sur les échanges commerciaux. Le ministère du Commerce a rendu public un communiqué dans lequel il a affirmé que les «mesures adoptées par l'Algérie pour la rationalisation de ses importations n'impactent pas le niveau des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Union européenne». Lors de cette audience, le ministre a indiqué que ces mesures avaient pour objet la rationalisation de la facture des importations et la protection

du produit national et du consommateur, tout en réitérant l'engagement de l'Algérie à mettre en œuvre les accords stratégiques conclus avec l'UE. Le ministre a salué par la même occasion l'action commune des deux parties pour la réalisation de projets d'investissement mutuellement avantageux, ajoute le communiqué. Les deux parties ont également salué le niveau des relations entre l'Algérie et l'UE dans différents domaines. Pour sa part, le Chef de la délégation de l'UE en Algérie s'est montré «compréhensif quant aux mesures adoptées par le gouvernement algérien concernant le système des licences d'importation et des contingents tarifaires avec l'UE, d'autant

que les accords de libre-échange conclus avec l'UE ne sont pas concernés par ces mesures». Défendant l'impératif de défense de la production nationale, le ministre par intérim du Commerce avait affirmé, il y a quelques jours que les pouvoirs publics n'avaient pas l'intention d'interdire les importations «d'aucun produit», mais d'en assurer le contrôle et la régulation, «dans le respect absolu de nos partenaires commerciaux à l'étranger et en conformité des accords internationaux conclus par l'Algérie». S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Abdelmadjid Tebboune a fait savoir que l'Algérie était entrée dans une nouvelle politique de croissance qui signifiait l'augmentation et

l'encouragement de la production nationale en vue de satisfaire les besoins nationaux. «On ne peut pas protéger l'économie nationale en laissant l'Algérie ouverte aux quatre vents, en faisant de l'Algérie une poubelle, en important de la pacotille, des produits de 7<sup>e</sup> et de 8<sup>e</sup> nécessité. Ensuite, il faut protéger la santé du citoyen. Tout le monde a vu ce qui se passe. Il y a des maladies qui apparaissent, les maladies de la peau. On importe des cosmétiques de n'importe où, de Syrie, de pays qui n'en produisent pas. L'origine est inconnue, il n'y a pas d'analyse chimique. C'est tout cela que nous voulons reprendre», a-t-il dit.

Meriem Benchaouia



Association des producteurs de pétrole africains

# Soutien au processus de stabilisation des marchés pétroliers

Les travaux de la 34<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil des ministres de l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA), auxquels a pris part le ministre de l'Energie, Nouredine Boutarfa, ont pris fin avant-hier soir à Abidjan, Côte-d'Ivoire, a indiqué le ministère de l'Energie.



Par Safia T.

Formis les dossiers liés à la conduite générale des organes et de la décision d'accélérer l'agenda de la réforme de l'Association, le Conseil des ministres de l'Appa a examiné le développement des marchés pétroliers et apporté son soutien au processus de stabilisation des marchés du pétrole initié par l'accord d'Alger le 28 septembre 2016, confirmé par l'accord de Vienne le 30

novembre 2016 et concrétisé par la signature de la déclaration de coopération Opep et non Opep le 10 décembre 2016. Les ministres de l'Appa ont préconisé, par ailleurs, d'accélérer la diversification des économies des pays d'Afrique et de s'inscrire dans la dynamique de transition énergétique. Ils ont aussi appelé à la promotion du génie local, à la bonne gouvernance et à la création d'un marché africain de pétrole brut et de produits pétro-

liers. Les ministres ont également adopté le changement de la dénomination de l'Association des producteurs de pétrole Africains (Appa) en Organisation des producteurs de pétrole Africains (Oppo). Créée en 1987, l'Appa regroupe 18 pays africains producteurs de pétrole à savoir l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la RD Congo, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, le Gabon, le Ghana, la Guinée Equatoriale, la Libye, la Mauritanie, le

Niger, le Nigeria, l'Afrique du Sud le Soudan et le Tchad. Cette organisation intergouvernementale, basée à Brazzaville, vise à promouvoir les initiatives communes en matière de politique et de stratégie de gestion dans tous les domaines de l'industrie pétrolière en vue de permettre aux pays membres de tirer profit des activités d'exploitation du pétrole.

S. T.

Accord nord-américain

## Le Canada veut sauver le libre-échange avec les Etats-Unis

Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a promis avant-hier d'expliquer à l'administration américaine l'intérêt du libre-échange entre les deux pays, particulièrement pour l'emploi. Cela intervient au moment où le président américain, Donald Trump, envisage de cibler les pays responsables du déficit commercial américain, dont le Canada. Le Chef du gouvernement canadien a reconnu «l'extrême importance» de travailler avec l'administration Trump sur le dossier com-

mercial sans dramatiser toutefois l'importance de la décision américaine de cibler le Canada comme une bonne dizaine d'autres pays dans le monde. Les Etats-Unis sont le premier partenaire commercial du Canada qui a dégagé l'an dernier un excédent commercial sur les seules marchandises de 32,5 milliards de dollars canadiens (23 milliards d'euros). «Nous soulignons aux Américains que beaucoup d'emplois au Canada créent des emplois aux Etats-Unis et inver-

sement», a indiqué Justin Trudeau lors d'un point de presse. Le Canada est lié avec les Etats-Unis et le Mexique par l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna) que Donald Trump veut renégocier. La réouverture du dossier de l'Aléna n'est pas «une source d'inquiétude» pour Justin Trudeau qui a indiqué qu'au cours des deux dernières décennies, cet accord commercial «a été amélioré une douzaine de fois». Pour le Chef du gouvernement canadien, les emplois des deux côtés de la

frontière «reposent sur le flux de marchandises» entre les deux pays. «Nous allons travailler ensemble pour améliorer ce qui est notre objectif fondamental et commun», soit dégagé de la croissance «pour la classe moyenne», a-t-il poursuivi. Outre l'éternel conflit sur le bois de construction dont les exportations canadiennes sont freinées par les Américains pour protéger leur industrie forestière, les produits laitiers constituent aussi un point de discorde entre les deux partenaires.

R. A.

Cours de l'or noir

## Le pétrole termine la semaine sur une note positive

Les cours du pétrole ont fini en légère hausse avant-hier à New York, au terme d'une semaine déjà positive avec un rebond des prix de plus de 5%. Le prix du baril «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a gagné 25 cents à 50,60 dollars sur le contrat pour livraison en mai au New York Mercantile Exchange (Nymex). «La tendance reste à la hausse

face aux attentes d'une poursuite des réductions de la production au-delà du premier semestre de l'année», a commenté Andy Lipow de Lipow Oil Associates. Ces espoirs de voir l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) prolonger les quotas de production, qu'elle a mis en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier pour une période initiale de six mois, ont été relancés cette

semaine par des propos engageants du ministre du Pétrole du Koweït. Cette éventuelle extension devrait être au centre des négociations lors de la prochaine réunion du cartel, le 25 mai à Vienne. En plus de cela, les cours ont profité de stocks américains moins élevés qu'attendu, selon les chiffres hebdomadaires publiés mercredi dernier par le département de l'Energie

(DoE), alors que le marché s'impatient de constater l'impact des baisses engagées par l'Opep sur les réserves américaines. «La hausse de l'activité des raffineries a revigoré la confiance des marchés dans la croissance de la demande américaine», a ajouté Enrico Chiorando, analyste chez Love Energy.

S. E.

## Chine-Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) Le système de navigation chinois Beidou intensifiera la coopération

LE SYSTÈME de navigation par satellite chinois Beidou (BDS) intensifiera sa coopération en Thaïlande et au Sri Lanka, puis dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, afin de s'étendre sur le marché mondial, a annoncé l'opérateur du système, Wuhan Optics Valley BeiDou Holding Group Co. Le directeur général du groupe, Du Li a souligné lors d'une conférence de presse que son entreprise est prête à explorer des modèles de coopération scientifique et technique à l'échelle internationale, notamment en ce qui concerne la construction de stations de base, la recherche-développement, la formation des membres du personnel et les échanges entre ceux-ci.

Basé à Wuhan, chef-lieu de la province du Hubei, Beidou s'occupe des opérations et des services touchant à son système de géolocalisation.

L'entreprise a construit ses trois premières stations permanentes de référence dans la province de Chonburi, dans l'est de Thaïlande, en décembre 2013. Elle envisage également de construire une cité des sciences et de la technologie avec la

coopération de la Chine et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en Thaïlande afin de promouvoir les applications du BDS.

L'ASEAN se compose de 10 pays, dont la Thaïlande, la Malaisie, le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

Parallèlement, Beidou et les autorités sri-lankaises ont conclu un accord

de coopération pour la construction d'au moins 10 stations permanentes de référence au Sri Lanka pour ses services d'arpentage, de cartographie, de sondage pour la pêche en mer et d'alerte en cas de catastrophe, a indiqué M. Du.

La construction de stations en Thaïlande et au Sri Lanka étendra la couverture du BDS d'au moins 3.000 km de plus vers l'Asie du Sud et Sud-Est, a-t-il indiqué.

A. S.

## Développement local dans la wilaya d'El-Oued

# De profondes mutations

■ De profondes mutations sont enregistrées à travers la wilaya d'El-Oued, notamment dans des secteurs faisant sa vocation tels que l'agriculture, le tourisme et l'industrie, à la faveur d'importants projets socio-économiques lui ayant été accordés, et lesquels sont appelés à en faire un pôle de développement dans les toute prochaines années.

Par Hatem D.

**L**e bond qualitatif réalisé par la wilaya d'El-Oued s'est traduit par la concrétisation d'opérations de développement d'envergure dans différents secteurs d'activités, à leur tête l'agriculture, l'habitat, le tourisme et la santé. Des projets appelés à propulser cette wilaya en tête des régions productrices. On peut citer les impressionnants résultats obtenus en matière de production agricole et des progrès réalisés dans la prise en charge médicale et dans le développement touristique, favorisés par les potentialités que recèle cette wilaya frontalière du sud-est du pays à travers les 45 000 km<sup>2</sup>.

### Foncier agricole et capital humain, au cœur du développement agricole

La surface agricole dans la région a connu une extension remarquable, grâce aux procédures mises en place et portant délimitation d'assiettes foncières agricoles ayant permis une multiplication de périmètres agricoles, entre 2000 et 2016, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi 18/83 du 13 août 1983 portant mise en valeur agricole, d'une superficie globale de 109 394 hectares (ha) au profit de 21 600 exploitants de la wilaya, notamment des jeunes, a-t-on indiqué à la Direction locale des services agricoles (DSA). A cela, s'ajoute la mise en œuvre, dès 2010, de la loi 10/03 portant reconversion de l'exploitation des terres du droit de jouissance permanent en droit de concession, ayant concerné 2 602 agriculteurs sur une surface de plus de 3 200 hectares (2 567 exploitations). Ces procédures ont permis, selon la DSA, l'émergence de 27 862 exploitations, regroupant 28 392 agriculteurs, ayant contribué à la relance et la promotion quantitative et qualitative de la production agricole dans la wilaya d'El-Oued. La wilaya d'El-Oued s'est ainsi employée à diversifier sa production pour se placer parmi les régions productrices pionnières du pays, avec une production agricole et animale totalisant un volume de plus de 180 milliards DA réalisés au titre de la saison agricole 2015-2016, avec en tête la culture de la pomme de terre avec une récolte 11,18 millions de quintaux et un rendement de 329 QX/ha, représentant 24% de la production nationale et 60% de la production agricole locale estimée à 18 millions de quintaux. La culture de la pomme de terre occupe une surface de 34 000 ha, concentrée notamment à travers six des 18 communes productrices et se taillant 35% de la surface agricole de



95 000 ha exploités à travers la wilaya.

Par ailleurs, la production de la datte a été marquée par la cueillette de plus de 2,5 millions QX, pour un effectif de 3,8 millions de palmiers productifs couvrant une superficie de 37 000 ha, dont 2,4 millions de palmiers de variété supérieure Deglet-Nour, faisant de la wilaya le deuxième producteur de dattes à l'échelle nationale, selon la DSA. La culture d'arachides, expérience en plein essor dans la wilaya, a gagné elle aussi du terrain, avec l'intérêt croissant que lui accordent les agriculteurs, pour atteindre aujourd'hui une superficie de 1 670 ha, à travers six communes, et une production de plus de 50 000 QX, soit un taux de 47% de la production nationale. La wilaya d'El-Oued s'impose aussi en tête des régions productrices de tabac avec une production de 40 000 QX, soit 41% de la production nationale, récoltée sur une superficie globale de 1 680 ha situés principalement dans les régions de Guemmar et Reguiba (nord de la wilaya). Cette dynamique caractérisant le secteur de l'agriculture a contribué à la création de plus de 125 000 emplois composés de 77 000 permanents et 48 000 saisonniers.

### Tourisme et artisanat, d'importants atouts et des projets en perspective

La wilaya d'El-Oued, à travers ses régions d'Oued-Souf et d'Oued-Righ, renferme de grandes potentialités touristiques, uniques en leur genre, promettant la région à un modèle de dynamique du tourisme intérieur et une destination privilégiée de visiteurs passionnés de tourisme saharien, offrant des sites d'une grande beauté, composés de reliefs dominés par des étendues de dunes de

sable, des sites et monuments archéologiques, en plus de son cachet architectural typique, et d'un artisanat riche. Attirés par ces atouts, de nombreux investisseurs et des jeunes promoteurs se sont lancés dans l'investissement touristique, en général, et le tourisme saharien en particulier, encouragés par les mécanismes et mesures incitatives mises en place par les pouvoirs publics pour booster ce créneau. Le secteur s'est vu renforcé ces dernières années par une série de projets de structures et d'installations touristiques susceptibles d'accroître la capacité d'accueil. Ces projets consistent en 13 structures hôtelières, d'une capacité globale de 1 620 lits, dont sept hôtels en cours de réalisation, deux en voie de lancement et quatre faisant l'objet d'études, susceptibles de générer 710 emplois, a expliqué le directeur de l'aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat (Datta). Le secteur a fait état, dans le but d'accompagner cette dynamique et de concrétiser le développement hors-hydrocarbures, de la délimitation de sept zones d'expansion touristique (ZET) d'une superficie globale de 310 ha, réparties à travers plusieurs communes de la wilaya. Il est relevé, dans ce cadre, la création dernièrement de la nouvelle ZET de la région d'Ouazitène (flanc ouest de la ville d'El-Oued), sur une superficie de 48 ha, extensible à 67 ha. Bénéficiant d'un financement de 100 millions DA, cette ZET, en cours d'aménagement, prévoit la réalisation de quatre structures hôtelières, 52 bungalows et 28 villas, d'une capacité d'accueil globale de 1 982 lits, en plus de sites dédiés au commerce et services, à la détente et loisirs, susceptibles de générer 847 emplois. Les structures touristiques de la wilaya d'El-Oued ont également été consolidées par l'entrée en service dernièrement d'un com-

plexe touristique saharien privé «La Gazelle d'Or», occupant, à l'entrée ouest de la ville d'El-Oued, une surface globale de 160 ha. D'un investissement de 10 milliards DA, ce complexe, ayant généré 393 emplois, renferme un hôtel (87 chambres), 72 bungalows, 56 tentes équipées de moyens modernes, 14 suites, en plus d'un terrain de golf de 100 hectares, de piscines, de restaurants et d'un musée, selon la fiche technique du projet. Cette dynamique touristique s'est accompagnée par la création d'une vingtaine d'agences de voyages et de tourisme susceptibles de donner un nouveau souffle aux activités touristiques dans cette région du Sud. La wilaya d'El-Oued a aussi connu, avec la relance de l'investissement, un développement se traduisant par la localisation foncière de plus de 541 projets d'investissement approuvés par l'ex-Comité d'assistance à la localisation et la promotion de l'investissement et de la régulation foncière (Calpiref), selon la direction locale de l'industrie et des mines (DIM). Ces projets analysés représentent près de 50% des demandes déposées auprès du Calpiref, estimés à 1 192 dossiers, a indiqué la DIM, ajoutant qu'une surface de 1 546 ha a été retenue à travers la wilaya pour accueillir des projets, à travers 26 zones d'activités, dont 14 anciennes et 12 nouvellement créées. Les projets d'investissement retenus dans cette région sont versés notamment dans l'industrie, notamment l'agroalimentaire, et le tourisme qui s'est vu consolider ses projets. De nouvelles structures pour promouvoir les prestations de santé Le secteur de la santé a, pour sa part, bénéficié de projets structurants consistant en la mise en service dernièrement d'un hôpital d'ophtalmologie réalisé, au titre de la coopération algéro-cubaine, pour un coût de 1,64 milliard

DA. D'une capacité de 40 lits, cette structure médicale, dotée de services des urgences, de radiologie, de consultations et d'un bloc opératoire, offre, grâce à son staff médical et paramédical composé de plus de 60 personnes, des consultations médicales spécialisées et des interventions chirurgicales, à la satisfaction de la population locale et de malades venus de régions voisines. Le secteur s'est vu également accorder un projet de réalisation, pour une enveloppe de 8,72 milliards DA (5,2 milliards DA pour l'étude-réalisation et 3,5 milliards DA pour l'équipement), d'un centre régional anticancéreux de 140 lits, actuellement à 97% d'avancement de ses travaux et devant entrer en service très prochainement, selon la direction locale de la santé et de la population.

### Un programme de près de 20 000 logements

Un programme de 19 656 logements, toutes formules de construction confondues, a été retenu, au titre des années 2017-2018, en faveur de la wilaya. Inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République Abdelaziz Bouteflika, visant la lutte contre la crise de logements et la satisfaction des besoins de la population en la matière, cet ambitieux programme, qui profitera aux 32 communes de la wilaya, devra répondre aux spécificités rurales et sahariennes de chaque collectivité. L'habitat rural, avec ses deux volets individuel et collectif, s'est taillé plus du tiers de ce programme, soit 7 243 unités rurales (36% du programme), dont certaines tranches sont déjà en chantier, notamment en zones frontalières et enclavées, où ce type de construction est très convoité.

H. D./APS



## Sahara occidental

# Le Parlement d'Aragon demande le respect de l'arrêt de la Cour de justice européenne

■ Le Parlement d'Aragon (Espagne) a approuvé une déclaration institutionnelle dans laquelle il a demandé le respect de l'arrêt de la Cour de justice européenne du 21 décembre dernier qui stipule que l'accord commercial entre l'UE et le Maroc n'est pas applicable au Sahara occidental.

Par Halim T.

Le Parlement a exprimé, dans sa déclaration, sa préoccupation au sujet de l'exploitation des ressources naturelles dans les territoires sahraouis occupés qui est contraire au droit international et européen, et insiste par ailleurs sur l'illégalité de toute activité commerciale au Sahara occidental sans le consentement du peuple sahraoui. Le président du Parlement aragonais, Violet Beard, qui a lu le texte, a également invité les entreprises européennes, espagnoles et aragonaises d'agir conformément au droit international et européen, et de cesser les activités qui favorisent la perpétuation de l'occupation marocaine du Sahara occidental et l'exploitation de ses ressources naturelles, telles que les activités de pêche et d'agriculture, l'exploitation du phosphate, du sable et des énergies renouvelables, précise la même source. L'Assemblée d'Aragon a enfin exhorté toutes les autorités espagnoles à mettre en œuvre la législation en vigueur sur la base du récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne avant de réitérer son soutien à la juste cause du peuple sahraoui, et la solidarité de la société aragonaise qui a passé des années à exiger, conclut-on, une solution politique, juste, durable et mutuellement acceptable à travers la tenue d'un référendum d'autodétermination pour mettre fin au conflit du Sahara occidental. En Espagne, plusieurs parlements régionaux ont approuvé des déclarations institutionnelles demandant le respect et l'application du récent arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne qui a clairement signifié que l'accord commercial entre l'UE et le Maroc n'est pas applicable au Sahara occidental. Le Parlement des îles Baléares avait approuvé, mardi dernier, à l'unanimité, une déclaration officielle dans laquelle il avait demandé de respecter et d'appliquer l'arrêt de justice de la Cour européenne du 21 décembre 2016. Le Parlement des îles Baléares qui a demandé l'application et le respect de cet arrêt de la CJUE, a également exprimé son inquiétude au sujet de l'exploitation des ressources naturelles du Sahara occidental par des entreprises européennes qui est contraire au droit international et européen. «Il est de notre devoir d'insister et de rappeler l'illégalité de toute activité commerciale sur le territoire du Sahara occidental sans le consentement du peuple sahraoui», avait-il souligné. D'autres assemblées élues espagnoles telles que celle de l'Estrémadure, Navarre, du pays basque, avaient en outre approuvé des déclarations institutionnelles similaires demandant le respect



et l'application de l'arrêt de la CJUE pour être en conformité avec le droit international et le droit européen, tout en appuyant la solution politique au conflit du Sahara occidental par le biais d'un référendum d'autodétermination qui permettra au peuple sahraoui de décider librement et démocratiquement de son avenir.

## L'UE doit participer à la recherche d'une solution pacifique au conflit

L'Union européenne (UE) doit participer à la recherche d'une solution pacifique au conflit au Sahara occidental, estiment les députés européens Javier Couso Permy, Paloma Lopez Bermejo et Angela Vallina qui ont interpellé la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini sur ce que compte faire l'Union pour aider à établir un dialogue entre le Sahara occidental et le Maroc. Dans une question écrite adressée à la haute représentante de l'UE aux

Affaires étrangères et la politique de sécurité, les députés européens l'ont interrogée sur ce que prévoit l'UE pour parvenir à une solution pacifique au conflit après l'appel lancé, le 25 février dernier, par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, pour un retrait de tous les éléments armés de la zone tampon d'Al-Guerguerat au sud-ouest du Sahara occidental.

Le Secrétaire général de l'ONU qui s'était dit profondément préoccupé par l'accroissement des tensions dans cette zone, avait appelé «les parties à retirer au plus vite et de manière inconditionnelle tous les éléments armés de la zone tampon, afin de créer un environnement propice à la reprise du dialogue dans le contexte du processus politique mené par les Nations unies». Le lendemain, le ministère marocain des Affaires étrangères a annoncé, dans un communiqué, le «retrait unilatéral» et «immédiat» de ses éléments armés de cette zone qui constitue un point de passage vers la

Mauritanie. Cependant, pour le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, le «recul de quelques centaines de mètres» des troupes marocaines est une «manœuvre de diversion» pour tenter de faire oublier les «violations marocaines du droit international». Citant le Front Polisario, les députés européens ont affirmé que depuis cette annonce de retrait, «aucun trafic, qu'il soit routier ou de marchandises, n'est autorisé à la frontière avec la Mauritanie, ce qui est contraire au statut du territoire».

Un document confidentiel de l'ONU, daté du 28 août et transmis pour information au Conseil de sécurité, a confirmé que le Maroc a violé l'accord de cessez-le feu conclu avec le Front Polisario en déployant ses forces dans cette zone tampon. Selon ce document, le Maroc a mené durant la période allant du 16 au 25 août une opération présentée comme anti-contrebande dans la région d'Al-Guerguerat «sans avertir au préalable la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso)», comme l'exigeait l'accord militaire. Le Front Polisario a protesté auprès de l'ONU et a dénoncé la volonté de l'occupant marocain de construire une «route goudronnée» dans la zone afin d'y maintenir une présence militaire permanente. H. T. / APS

## Tunisie Le Snjt dénonce les poursuites engagées contre des journalistes

LE SYNDICAT national des journalistes tunisiens (Snjt) a évoqué l'interpellation de deux journalistes sur la base de l'article 128 pour «attribution à un fonctionnaire public ou assimilé des faits illégaux en rapport avec ses fonctions, sans en établir la véracité». Dans un communiqué rendu public, le Snjt a dénoncé les poursuites engagées contre ces journalistes et a exprimé son inquiétude sur «une recrudescence» importante «de la convocation des journalistes pour des affaires d'opinion ce qui risque de mettre en péril les avancées obtenues depuis la révolution de 2011». Dans ce sens, le Syndicat des journalistes a appelé à la protection du secret des sources des journalistes et à l'abandon de leur poursuite. R. M.

## Libye

## Fayez al-Sarraj salue tous les efforts en faveur du règlement de la crise

Le Chef du gouvernement d'union nationale libyen, Fayez al-Sarraj, a salué «tous les efforts, notamment de pays arabes, en faveur du règlement de la crise libyenne», dont l'initiative de l'Algérie et de l'Égypte ayant abouti à la «Déclaration de Tunis». Dans une allocution lors de la 28<sup>e</sup> session ordinaire du Sommet arabe qui se tient dans la région de la mer Morte, M. al-Sarraj a affirmé que les initiatives «doivent être fondées sur l'accord politique», ajoutant qu'il était temps de «parvenir à un consensus arabe concernant la crise libyenne et d'avancer sur la voie d'un règlement de la crise qui secoue le pays depuis 2011». «Je ne suis pas ici en tant que Chef d'un gouvernement de guerre entre Libyens

mais d'un gouvernement d'union nationale», a dit M. al-Sarraj, affirmant que le processus politique en Libye «est passé par plusieurs étapes en commençant par l'accord politique (sous l'égide des Nations unies) et sur la base duquel le gouvernement libyen assume toutes ses responsabilités et s'engage à relever les défis sécuritaires et économiques auxquels fait face l'Etat libyen». Le responsable libyen a indiqué que le gouvernement d'union nationale «aspire à l'édition d'un Etat civil qui garantisse le banissement de la répression et de la dictature», exprimant, dans ce contexte, son souhait de voir le sommet arabe s'employer à «aplanir les difficultés qui se posent à l'accord politique, en appelant la chambre des

députés à cesser d'entraver le gouvernement et d'engager un dialogue». Soulignant que le Conseil présidentiel tendait sa main à tous les Libyens, M. al-Sarraj a affirmé que la communauté internationale «est témoin des résultats des forces armées contre l'organisation autoproclamée Etat islamique (Daech) à Syrte et que les défis d'éradication de cette organisation existent toujours». Il a enfin souligné que la stabilité en Libye «implique la stabilité sécuritaire dans les pays voisins et dans le monde», appelant la communauté internationale «à porter toute son attention sur la migration et le terrorisme» et à respecter ses engagements.

Souad O.



Présidentielle

# Le «syndrome russe» à l'œuvre en France

■Après la présidentielle américaine, l'ombre de Moscou plane désormais au-dessus de l'élection française, entre accusations d'ingérence et volonté affichée par certains des candidats de «renouer» une relation étroite avec la Russie.

Par Ali O.

«Il y a incontestablement désormais un syndrome russe qu'on va retrouver de plus en plus dans notre politique étrangère, mais aussi intérieure», constatait récemment un ancien diplomate français, Pierre Vimont, chercheur à la fondation Carnegie Europe. Les autorités françaises et certains candidats s'inquiètent depuis déjà quelques semaines des «vellétés» d'ingérence de la Russie dans la campagne, soupçons catégoriquement rejetés par Moscou. Mi-février, l'entourage d'Emmanuel Macron, le centriste favori des sondages pour l'élection, avait dénoncé la «propagande» de médias pro-Kremlin pour déstabiliser le candidat et s'était interrogé sur les nombreuses attaques informatiques contre son site de campagne. Le président François Hollande a dans la foulée réclamé un rapport sur les menaces de cyberattaques pesant sur l'élection. Cette semaine, c'est le chef de la puissante commission du Renseignement du Sénat américain, chargée d'enquêter sur l'ingérence de la Russie

dans la présidentielle américaine, qui a affirmé mercredi que Moscou était également «activement impliquée» dans la campagne électorale en France. Les deux candidats les plus ardents défenseurs d'un rapprochement avec Moscou, François Fillon pour la droite et Marine Le Pen pour l'extrême-droite, ont estimé que ces accusations relevaient du «fantasme» pour le premier, du «complotisme» pour la seconde. Mais le chef de la diplomatie Jean-Marc Ayrault a lancé vendredi une nouvelle mise en garde et assuré que ses collègues européens s'inquiétaient des «risques d'ingérence (russe) dans les prochaines consultations électorales», en France en avril-mai et en septembre en Allemagne. Il a notamment évoqué la visite «en grande pompe» de Marine Le Pen à Moscou le 24 mars, où la candidate d'extrême droite a été reçue pour la première fois officiellement par le président Vladimir Poutine en personne. «Ce n'est pas à la Russie de choisir qui sera le futur (...) président de la République française», a déclaré M. Ayrault. Comme aux États-Unis, la question des liens



avec Moscou est le sujet principal de politique étrangère dans la campagne française. Et comme aux États-Unis, où Donald Trump en campagne promettait à cor et à cri un rapprochement avec la Russie – promesse pour le moment gelée, compte tenu des accusations sur les liens controversés de son entourage avec Moscou –, trois des cinq principaux candidats français en font leur future priorité diplomatique. Au nom de la lutte contre le «totalitarisme isla-

mique» et du «réalisme» pour François Fillon. Pour lutter contre le terrorisme et en raison de «longue histoire» liant la France et la Russie selon Marine Le Pen, pour qui «Trump et Poutine appartiennent au nouveau monde». A gauche, le tribun radical Jean-Luc Mélenchon prône un rapprochement au nom de la sécurité et de l'anti-impérialisme américain. «Le général de Gaulle s'est entendu avec Staline, il s'est également entendu avec Mao. Le moment venu, je trouverai bien le

moyen de m'entendre avec monsieur Poutine, il s'agit d'empêcher que la guerre ait lieu sur le continent», a-t-il déclaré vendredi. Emmanuel Macron et le candidat socialiste Benoît Hamon s'inscrivent eux dans la continuité de la politique menée par François Hollande, approuvant les sanctions contre Moscou dans la crise ukrainienne et rejetant un rôle à l'avenir pour le président syrien Bachar al-Assad, maintenu en selle par la Russie. Si Marine Le Pen soutient ouvertement le «rattachement» de la Crimée en 2014 à la Russie, qualifiée d'annexion au terme d'un référendum jugé «illégal» par la communauté internationale, MM. Fillon et Mélenchon sont plus ambigus. Le premier estime que la question de la Crimée doit être réglée dans le cadre de l'ONU mais avance «la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes», le second réclame «une conférence de sécurité de l'Atlantique à l'Oural pour négocier les frontières». M<sup>me</sup> Le Pen et M. Fillon sont en faveur d'une levée des sanctions contre la Russie, difficilement mais unanimement reconduites par les 28 membres de l'UE tous les six mois.

## Points chauds



### Quatrième

Par Fouzia Mahmoudi

Si le Parti socialiste français vit en ce moment probablement sa période la plus difficile, de nombreux cadres du PS et des observateurs politiques n'hésitent pas à évoquer une implosion du parti. Le ralliement en masse de nombreux cadres et figures importantes du parti à la rose à Emmanuel Macron ces dernières semaines, et surtout le ralliement mercredi de Manuel Valls au candidat du mouvement En Marche ! divise et déchire les socialistes. Une situation qui finit d'enfoncer le candidat officiel du PS, Benoît Hamon, désormais cinquième dans les sondages, après Le Pen, Macron, Fillon et Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier ayant en effet créé la surprise, une nouvelle fois, un peu déjà comme en 2012, en devançant le candidat du PS. Car depuis quinze jours, la dynamique du candidat du Front de gauche semble aller exponentiellement vers le haut. Il a déjà dépassé son frère ennemi Benoît Hamon et, cette fin de semaine, selon une enquête Odoxa-Dentsu Consulting pour *Le Point*, il pourrait devancer François Fillon. À la question «si le premier tour de l'élection présidentielle de 2017 avait lieu dimanche prochain, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?», Emmanuel Macron obtient 26% (- 0,5% par rapport au sondage du 19 mars), et Marine Le Pen 25% (- 1). François Fillon avec 17% (- 2) poursuit son reflux et est désormais talonné par Mélenchon, qui, avec 16%, gagne 5,5 points... Pour Odoxa, Hamon est désormais crédité de 8% d'intentions de vote (- 4,5 %), tandis que Nicolas Dupont-Aignan progresse de 2 points pour atteindre 5%. Les intentions de vote pour le second tour se trouvent elles aussi bouleversées. La montée en puissance de Jean-Luc Mélenchon induit en effet un bon report de voix en faveur de Marine Le Pen. Celle-ci totalise désormais 41% des voix, contre 59% pour Emmanuel Macron. Un écart qui s'est réduit de 10 points en dix jours ! 35% des électeurs de François Fillon, 13% de ceux de Benoît Hamon et 12% de ceux de Jean-Luc Mélenchon voteraient au second tour pour la candidate du FN. Pourtant, malgré ces chiffres très positifs il y a de grandes chances que ceux-ci ne se traduisent pas le jour des élections en votes concrets comme cela fut le cas en 2012, où Mélenchon avec ses excellents résultats dans les sondages avait fini quatrième, très loin derrière Marine Le Pen, arrivée troisième avec plus de 20% des sondages.

F. M.

### Venezuela

## Le pouvoir jette du lest

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a annoncé que la Cour suprême allait revenir sur sa décision de s'attribuer les pouvoirs du Parlement, bastion de l'opposition, à quelques heures de manifestations massives de ses adversaires prévues hier. La décision de la Cour suprême, favorable au président socialiste, de s'arroger les pouvoirs du Parlement et de priver les députés de leur immunité, avait suscité une vague de réprobation internationale. Les adversaires du chef de l'État avaient appelé après cette décision à descendre dans la rue hier, une nouvelle escalade dans la crise politique qui agite ce pays depuis la large victoire des antichavistes (du nom de l'ancien président Hugo Chavez, 1999-2013) aux législatives de fin 2015. Les parlementaires avaient tenu vendredi une session dans une place publique de Caracas pour «ratifier le fait que l'Assemblée représente la volonté populaire». A partir de ce hier, «nous allons planifier des actions de protestation, lancer un immense mouvement de pression citoyenne et de résistance», a promis à cette occasion le chef des députés de l'opposition, Stalin Gonzalez. Mais les représentants des principales institutions du pays, réunis dans la nuit

au sein du Conseil de défense de la Nation, ont décidé selon le texte de leur accord d'«exhorter» la Cour suprême à «réviser les décisions» en question, «afin de maintenir la stabilité institutionnelle et l'équilibre des pouvoirs». La décision de la Cour suprême de s'arroger les pouvoirs du Parlement avait été critiquée vendredi pour la première fois dans le camp même de M. Maduro. Une haute responsable, Luisa Ortega, la chef du parquet au niveau national et considérée comme affiliée au camp présidentiel, avait dénoncé une «rupture de l'ordre constitutionnel», fissurant l'unité du pouvoir chaviste. Quelques heures après, M. Maduro avait affirmé le contraire. «Au Venezuela, la Constitution, les droits civils et politiques, les droits de l'Homme et le pouvoir populaire sont pleinement en vigueur», avait-il déclaré. Mais, prônant le «dialogue» pour surmonter cette «impasse» entre le parquet et la Cour suprême, il a convoqué vendredi soir un Conseil de sécurité de la Nation, organisme composé de tous les pouvoirs publics, contrôlés par les siens, afin de trouver une issue à la crise. Le président a ensuite annoncé lui-même à la radio et à la télévision la conclusion de l'accord, avant que son vice-président, Tareck El

Assaïmi, n'en lise le texte. «Nous sommes parvenus à un important accord pour la résolution de cette controverse», qui est maintenant «surmontée», a déclaré M. Maduro en annonçant la révision des deux décisions controversées de la Cour suprême. Cela démontre «les possibilités de dialogue qui peuvent être activées dans le cadre de notre Constitution», a-t-il ajouté. Le président de la Cour suprême, Maikel Moreno, a participé à la réunion du Conseil de défense, mais pas le président du Parlement, l'opposant Julio Borges, qui a jugé que le chef de l'État était disqualifié en tant que médiateur, ni la chef du parquet Luisa Ortega. Le vice-président du Parlement, Freddy Guevara, a cependant rejeté l'accord, affirmant sur Twitter que «la pression nationale et internationale se poursuivra jusqu'au rétablissement de l'ordre constitutionnel». L'opposition réclame des élections anticipées afin de sortir de la crise politico-économique qui secoue le pays. Outre la profonde crise politique en cours, le Venezuela, qui a connu trois coups d'État manqués depuis 1992, est frappé par une pénurie qui concerne 68% des produits de base, et l'inflation y est devenue incontrôlable (1.660% fin 2017).





## Couture

# Le créateur de mode Fouad Guerfi dévoile sa collection

■ Une collection de créations de haute couture revisitant le costume traditionnel de différentes régions du pays, et présentant des créations originales, a été dévoilée, vendredi à Alger, par le styliste et couturier Fouad Guerfi.

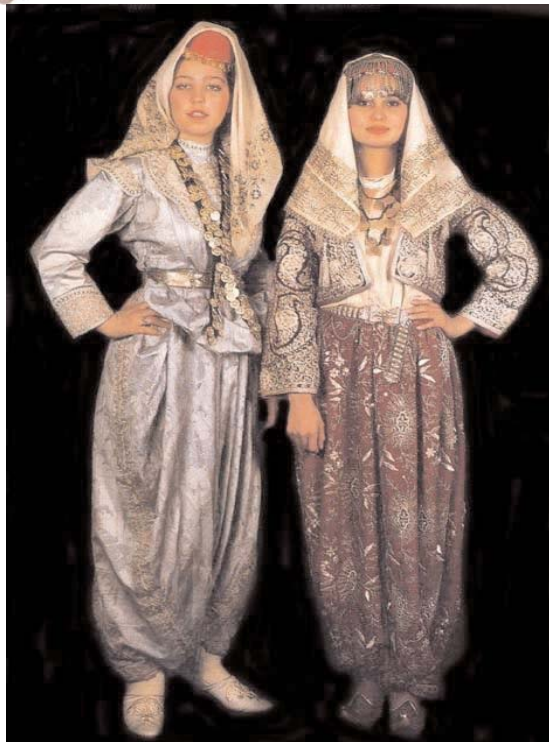
Par Adéla S.

Lors d'un défilé de mode organisé à Alger, la maison de couture «Fouad Couture» a présenté, à un public nombreux et initié, une collection baptisée «Jadis en étincelles» basée sur une conception moderne et sobre du costume traditionnel algérien. Dans une première série intitulée «Black étincelles», Fouad Guerfi a revisité les costumes traditionnels féminins les plus connus dans les villes d'Alger, Constantine, Sétif, Oran, Tlemcen ou dans les régions des Aurès et de la Kabylie, en utilisant des étoffe nobles (soie, velours, satin) avec un seul point commun, le noir. Le couturier a

également choisi de servir ces créations de pierres et de perles et de mettre en avant la broderie traditionnelle au fil d'or tout en s'inspirant des motifs et ornements authentiques propres à chaque tenue. Dans une seconde série d'une dizaine de créations plus modernes, le styliste a choisi de laisser libre cours à son inspiration dans le choix des couleurs de cette collection intitulée «Passage de feu», où il dit s'être «grandement inspiré des couleurs et parfois même des textures d'épices comme le piment, le safran ou encore la cannelle». Si elle colle aux standards occidentaux dans sa conception, «Passage de feu» s'inspire également des broderies et motifs d'ornements tradition-

nels en plus d'une touche typiquement algérienne dans la découpe et dans le mariage des tissus. Comme il se fait dans tous les défilés du monde, Fouad Guerfi a présenté une collection de cinq robes de mariée en clôture de son défilé, mais le créateur a encore une fois choisi de détourner des costumes algériens en créant des robes blanches franchement inspirées de la robe kabyle, la mlehfa des Aurès, la gandoura constantinoise ou encore du karakou algérois. «Jadis en étincelles» est le second défilé de mode organisé par la maison «Fouad Couture», fondée en 1990 par Fouad Guerfi qui a déjà présenté ses créations aux Etats-Unis et en France.

A. S./APS



## Festival «La lecture en fête» à Ouled Bessam

## La pièce «Nora dans le monde du livre» subjugué les enfants

La pièce théâtrale «Nora dans le monde du livre», une production de la troupe culturelle Loulououa (la perle) de la commune de Khemisti (Tissemsilt) a subjugué les enfants lors de sa présentation vendredi au niveau

de la bibliothèque principale de Ouled Bessam, dans le cadre du 7<sup>e</sup> Festival de la lecture en fête qui se poursuit dans la wilaya. Le récit de cette pièce théâtrale, une adaptation et réalisation de Metahri Ouahid, tourne

autour de la personnalité de l'enfant Nora qui aime la lecture du livre lorsque soudain elle se voit dans son rêve alors plongée dans un sommeil profond, en compagnie de sa mère à l'intérieur de la bibliothèque de sa

ville avec un tas de personnages, au milieu de dessins animés à l'instar de *Dat Kabrit*, *Tintin* et *Leïla et le loup* qui l'invitent à la lecture de son aventure.

Nora, dont le rôle est joué par la comédienne en herbe

Azzar Nora, a interprété plusieurs personnages virtuels selon son auteur Ouahid Metahri qui soutient que cette pièce vise à inculquer la culture de l'amour de la lecture chez les enfants.

Les festivités de ce rendez-vous culturel local «La lecture en fête», dans sa septième édition, se poursuivent à la bibliothèque principale de la lecture publique Yahia-Bouaziz de Tissemsilt avec un bouquet d'activités culturelles et de divertissements dont des ateliers qui se tiennent sous forme de concours et qui comprennent des activités ludiques, de contes, de héros éternels, la lecture, le patrimoine, le dessin et la récitation du Coran.

Cette manifestation culturelle, qui a baissé rideau hier dans la ville de Tissemsilt, comprend également la présentation de pièces théâtrales, des tours de magie, des jeux de clowns, de tableaux artistiques dont des chansons dédiées aux enfants qui seront interprétées par la chanteuse Naïma Nakri de Djelfa, outre la présentation d'autres activités artistiques au niveau des bibliothèques municipales de Khemisti et Ouled Bessam.

R. C.

## Oran

## Inauguration d'un centre de formation aux métiers de l'audiovisuel

Les voies d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ont été consolidées, jeudi à Oran, par l'inauguration d'un centre de formation aux métiers de l'audiovisuel implanté au siège de l'association locale «Santé Sidi El-Houari» (SDH). «Huit formateurs et plus de 200 vidéastes issus de différentes wilayas du pays seront formés cette année à la faveur de cette structure d'apprentissage créée dans le cadre du programme intitulé «Ibda3Com», avec le soutien de l'ambassade des Etats-Unis à Alger au titre de l'Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient (MEPI)», a précisé le président de l'association «SDH», Kamel Bereksi. «La création de ce centre vise à offrir aux jeunes des voies d'insertion dans le domaine audiovisuel», a-t-il indiqué lors de la cérémonie d'ouverture tenue en présence de représentants du MEPI en Algérie, de recteurs d'universités, de cadres des secteurs partenaires (culture, action sociale, dispositifs publics d'emploi), et du mouvement associatif. Des locaux inexploités, s'étendant sur une superficie de près de 250 mètres carrés, ont été rénovés et aménagés

pour abriter les activités du nouveau centre de formation qui comprend plusieurs salles dédiées à la prise de vue, au montage/conversion vidéo, à l'acoustique (enregistrement audio) et aux séances pédagogiques. «Ibda3Com» s'adresse prioritairement aux jeunes passionnés par les métiers de l'audiovisuel et de la communication. Il a pour but de «promouvoir l'exercice de la citoyenneté par l'expression artistique à travers l'image et les technologies de l'information et de la communication ainsi que par les activités socioculturelles», a souligné M. Bereksi. «Cette action offre l'opportunité aux apprenants de réaliser un projet de vie à même de leur permettre de structurer leur personnalité, de se défaire du sentiment d'exclusion et de désespérance, et de s'attacher davantage à leur pays et ses valeurs», a-t-il soutenu. «L'apprentissage dispensé dans ce cadre sera aussi matérialisé par des productions de courts-métrages documentaires et de reportages autour de thèmes culturels et artistiques», a signalé le responsable de l'association SDH qui mise sur la contri-

but des compétences nationales, parmi les universitaires et les professionnels du secteur de l'audiovisuel et des TIC, à l'effet de «partaire les programmes pédagogiques». Le programme «Ibda3Com» prévoit encore l'organisation, à Oran et dans d'autres wilayas du pays, d'une trentaine d'événements socioculturels (caravanes, workshops, conférences, sorties pédagogiques pour l'éducation à l'image et au son) qui seront clôturés par un festival du court métrage et de la photographie. L'association «SDH» a, à son actif, 25 années d'activités marquées par ses actions en faveur de la protection et valorisation du patrimoine, et par sa contribution à la formation des jeunes au sein de son école-chantier dédiée aux métiers traditionnels de la construction.

Plus de 500 diplômés sont issus de cette structure d'apprentissage agréée par l'Etat, dont la plupart ont pu être insérés dans des entreprises de restauration d'immeubles anciens, tandis que d'autres ont monté leur propre projet professionnel.

K. L.

## Nobel de littérature

## Bob Dylan reçoit (enfin) son prix

Après des mois de suspense, Bob Dylan reçoit dans le plus grand secret ce week-end à Stockholm son Nobel de littérature des mains des académiciens suédois qui l'ont distingué, presque malgré lui, pour sa poésie. Thomas Mann, Albert Camus, Samuel Beckett, Gabriel Garcia Marquez ou Doris Lessing, à 75 ans, le chanteur rejoint le Panthéon des hommes et des femmes de lettres canonisés par l'Académie suédoise depuis 1901. Il doit se voir remettre son diplôme et sa médaille au cours d'une entrevue avec le jury suédois, dans un lieu et un temps

strictement secrets. Le mystère demeure entier quant à son discours de réception, qui peut aussi être une chanson. Tout lauréat doit rendre sa «leçon Nobel» dans les six mois suivant la cérémonie de remise du prix le 10 décembre, soit avant le 10 juin. «L'Académie suédoise et Bob Dylan sont convenus de se rencontrer ce week-end. Cela se fera en petit comité et dans l'intimité, et aucun média ne sera présent ; seuls Bob Dylan et des académiciens seront présents, conformément aux souhaits de Dylan», a expliqué la secrétaire perpétuelle de l'Académie sué-

doise, Sara Danius. «Aucun discours Nobel ne sera prononcé».

### Sans «leçon», pas de cacheton

«L'Académie a de bonnes raisons de penser qu'une version enregistrée (du discours) sera envoyée à une date ultérieure», a-t-elle ajouté. Car sans leçon, pas de cacheton : le chèque de huit millions de couronnes (838 000 euros) accompagnant les lauriers Nobel n'est signé et remis que si la leçon a été donnée. À la

surprise générale – parfois teintée d'indignation –, Bob Dylan, de son vrai nom Robert Allen Zimmerman, avait été récompensé en octobre «pour avoir créé dans le cadre de la grande tradition de la musique américaine de nouveaux modes d'expression poétique», selon les attendus de l'Académie. Premier musicien nobélisé par les sages suédois, son nom comme celui du Canadien Leonard Cohen, qui allait décéder en novembre, revenait de temps en temps dans les spéculations, sans jamais être pris au sérieux.

Racim C.



## Coup-franc direct

### Kerbadj et ses justifications

Par Mahfoud M.

Le président de la LFP, Mahfoud Kerbadj, a surpris tout le monde avec ses dernières justifications quant à la programmation qui demeure catastrophique à quelques enclaves de la fin du championnat. Occupé qu'il était par les élections de la FAF, et ne s'attendant pas à ce que son ami Raouraoua soit évincé de la fédération, Kerbadj a complètement délaissé la gestion de la Ligue et ne s'occupait plus de la programmation. De ce fait, on se retrouve maintenant avec un grand nombre de matchs en retard qui auraient pu être assainis s'il y avait une réelle volonté des dirigeants. Kerbadj a avancé des justifications ridicules, avouant qu'il est difficile de faire contenter tout le monde, surtout qu'il y a parmi ces clubs qui comptent de nombreux matchs en retard, des équipes qui jouent le maintien en Ligue 1 et d'autres qui jouent le titre. Pour lui, il est vraiment très difficile d'établir une programmation qui ne soit pas décriée par les clubs. Toutefois, il ne dit pas pourquoi il y a et quelque temps on avait obligé les clubs à jouer simultanément les matchs de Coupe d'Afrique et ceux du championnat. Pourquoi donc c'était différent avec le CSC qui a été contraint d'aligner deux équipes différentes dans deux compétitions distinctes ? Il appartient à Kerbadj de répondre à cette question.

M. M.

### Natation/Championnat d'Afrique des jeunes Quatorze médailles dont quatre en or pour l'EN

LA SÉLECTION algérienne de natation a récolté quatorze médailles (4 or, 1 argent et 9 bronze) après trois journées de compétitions, comptant pour les championnats d'Afrique (jeunes) de natation qui se poursuivent au Caire avec la participation des athlètes de quatorze pays, rapporte vendredi le site officiel de la Fédération égyptienne de natation (FEN). La palme d'or revient au jeune Moncef Aymen Balamane qui, en plus du titre du 100m brasse remporté lors de la 1<sup>re</sup> journée, a décroché cinq nouvelles breloques. Au 50 m brasse (15-16 ans), Balamane a remporté la première place en 30 sec.16, devant le Sud-Africain Luan Grobbelaar (30.18) et le Zimbabwéen Liam O'Hara (30.26). Son coéquipier Abdenour Medjaheri s'est contenté de la 8<sup>e</sup> place (31.69).

Les quatre autres médailles de Balamane étaient en bronze, respectivement, au 200m papillon, 400m relais combiné (mixte 13-16 ans), 200m brasse (15-16 ans garçons), 400m relais NL (15-16 garçons). De son côté, Abdellah Ardjoune s'est offert deux médailles en vermeil, l'une au 50m dos (15-16 ans), et la seconde au 100m de la même spécialité, en plus de deux bronze au 400m relais combiné (mixte 13-16 ans) et au 400m relais nage libre (15-16 garçons). Au 50m dos, Ardjoune a pris la 1<sup>re</sup> place en 26.73, devant respectivement le Sud-Africain Henju Duvenhage (27.34) et l'autre Algérien, Mohamed Ryad Bouhamidi (27.38), avant de récider au 100m dos en remportant la course en 57.27, devant son compatriote Mohamed Ryad Bouhamidi (58.64) et le Sud-Africain Henju Duvenhage (58.91).

### Handball- Championnat méditerranéen (U18/ filles) Défaite de l'Algérie devant l'Italie

LA SÉLECTION algérienne des cadettes (U18) de handball s'est inclinée face à son homologue italienne sur le score de 13 à 23, au Championnat méditerranéen de la catégorie (26 mars-2 avril), vendredi à Nabeul (Tunisie). C'est la septième défaite de rang des handballeuses algériennes en autant de rencontres après celles essuyées devant le Monténégro (23-06), la Turquie (28-12), la Tunisie (35-11), l'Égypte (35-12), la Roumanie (24-6) et la France (22-09). Les matchs se jouent sur trois manches de 20 minutes chacune. Le système de pointage tient compte du nombre des manches remportées dans chaque match.

## Coupe d'Algérie 2017 (seniors/messieurs)

# L'ESS et le CRB dans le dernier carré

■ L'Entente de Sétif et le Chabab de Belouizdad ont arraché leurs tickets pour les demi-finales de la Coupe d'Algérie 2017 de football, en battant respectivement l'US Tébessa (4-0) et le CA Bordj Bou-Arréridj (2-1).

Par Mahfoud M.

L'Aigle Noir, solide leader de la Ligue 1 Mobilis, n'a fait qu'une bouchée de l'US Tébessa, sociétaire de la Division Amateur, qu'il a facilement balayée (4-0), grâce notamment à un doublé de Keniche (3' et 37'), au moment où les deux autres buts ont été inscrits par Bedrane (46') et Haddouche (80'). Pourtant, les Canaris de Tébessa étaient animés d'une grande volonté et souhaitaient rééditer l'exploit de la saison dernière quand ils avaient atteint le dernier carré de cette même compétition populaire. C'était une très grosse déception pour le petit poucet de l'épreuve qui voulait atteindre le carré d'as et sauver sa saison, sachant qu'il souffre dans le championnat de sa division. Pour sa part, l'Entente vise maintenant le sacre et souhaite décrocher le doublé vu qu'elle est bien partie pour prendre le championnat où elle a pris son envol et se dirige



Le CRB croit au sacre

droit vers son huitième titre national. De son côté, le Chabab a affronté un adversaire plus coriace et solide, puisque les Criquets du CABBA sont sociétaires de la Ligue 2 Mobilis et candidats au retour parmi l'élite. Ils sont toujours en course pour cette accession, étant classés à la 4<sup>e</sup> place, à deux points seulement du troisième. Avantage par le terrain et le soutien du public, les Rouge et Blanc ont réussi l'essentiel, en se

qualifiant grâce à des buts de Hamia (2') et Yahia-Chérif (27'), au moment où l'ancien sétifien, Laid Madouni, a réduit le score sur penalty à la 33<sup>e</sup> minute. Les gars de Laåkiba ont bien géré ce match et se sont bien battus tout au long de la partie pour assurer cette qualification qu'ils souhaitent depuis le début, surtout que cela fait longtemps que le club ne joue pas les premiers rôles en championnat.

M. M.

### Ligue 1 Mobilis

## L'ESS se préparera au Maroc

L'Entente de Sétif mettra à profit la prochaine trêve du championnat de Ligue 1 Mobilis de football pour effectuer un stage de préparation, du 5 au 15 avril, dans la ville marocaine d'Al Djadida, a annoncé vendredi l'entraîneur Kheireddine Madoui. Ce stage est destiné à bien préparer ce qui reste de la saison, aussi bien en Coupe d'Algérie qu'en championnat, a expliqué l'entraîneur sétifien, juste après la victoire de son équipe (4-0) contre l'US Tébessa, en quart de finale de la coupe

d'Algérie. L'ESS sera confrontée, en effet, à une fin de saison difficile et pas uniquement en championnat, puisque son futur adversaire en demi-finale de Coupe ne sera autre que le vainqueur du choc MC Alger- JS Kabylie, prévu samedi au stade du 5-Juillet. Dans sa quête de faire respecter l'éthique sportive, le Bureau fédéral (BF) a décidé de suspendre momentanément le championnat de Ligue 1 Mobilis jusqu'à la mise à jour complète du calendrier. D'où cette mini-trêve, au début du mois d'avril pro-

chain, que compte mettre à profit l'ESS pour se refaire une santé en vue des échéances à venir.

### Ligue 2 Mobilis (mise à jour) Le leader s'incline

LE MC EL EULMA a battu le Paradou AC (2-0), mi-temps 1-0) en match de la mise à jour du calendrier de la Ligue 2 Mobilis de football, disputé vendredi au stade Messaoud-Zougar d'El Eulma. Zitouni (30') et Belhamri (74') sont les artisans de ce précieux succès, qui propulse le club des Hauts-Plateaux hors de la zone rouge, avec deux longueurs d'avance sur le WA Boufarik, désormais premier club relégable, avec 28 points. De son côté, malgré cette 4<sup>e</sup> défaite de la saison, le PAC reste leader, avec 56 points, soit 14 longueurs d'avance sur son premier poursuivant au classement, l'USM Blida (42 pts). Le club de Keireddine Zetchi a assuré son accession en Ligue 1 depuis déjà une semaine, car la confortable avance dont il dispose sur ses premiers poursuivants lui assure déjà une place parmi l'élite du football national dès l'an prochain, et ce, même s'il venait à perdre la totalité des matchs qui lui restent et qu'en même temps ces concurrents pour l'accession les remportent tous.

### Ligue 1 Mobilis (Mise à jour)

## La JS Saoura défait le RC Relizane

La JS Saoura a battu le RC Relizane (1-0, mi-temps 0-0) en match en retard disputé vendredi à Béchar (Sud) pour la mise à jour du calendrier de la Ligue 1 Mobilis de football. L'attaquant Oussama Bellatrèche est l'auteur de cet unique but, à la 88<sup>e</sup> minute, propulsant le club du Sud à la 6<sup>e</sup> place du classement général, à égalité de points avec l'USM Alger et le NA Hussein Dey, qui comptent également 35 unités. De son côté, le RCR reste scotché à la 11<sup>e</sup> place, avec 26 points, soit avec une petite longueur d'avance sur le premier club non relégable, le CS Constantine. Le mérite de la JSS d'avoir remporté cette victoire est d'autant plus grand quel-

le a terminé le match sans son gardien, Houari Djemili, expulsé en toute fin de match après une altercation avec le Relizanais Mourad Benayed.

Ce dernier a également écopé d'un carton rouge, certes, mais l'absence du gardien Djemili semblait nettement plus pesante que celle de Benayed, côté visiteurs.

Un peu plus tôt dans l'après-midi, le MO Béjaïa avait compromis un peu plus ses chances de maintien parmi l'élite, en s'inclinant à domicile sur le score de deux buts à un, contre l'Olympique de Médéa. C'est Boukhenchouch qui a ouvert le score pour les visiteurs à la 33<sup>e</sup> minute, mais à force d'insister, les Crabes ont réussi à niveler la

marque par Cheklam à la 68<sup>e</sup>. Seulement, leur joie a été de courte durée, puisque les Olympiens, bien que réduits à dix après l'expulsion de Ghellab à la 74<sup>e</sup>, ont réussi à reprendre l'avantage au score, grâce à Sadou (83'). Un précieux succès en déplacement qui propulse l'OM à la 7<sup>e</sup> place du classement général, qu'il occupe désormais seul avec 34 points, au moment où le MOB reste lanterne rouge, avec un modeste capital de 17 points. Les Crabes comptent deux autres matchs en retard, certes, mais leur incapacité à récolter des points, y compris à domicile, n'est guère rassurante au milieu de la rude concurrence qui sévit pour le maintien.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Challenge national Imam-Ilyes (Médéa)

### Le coureur Fethi Meftah remporte la 15<sup>e</sup> édition

LE COUREUR Fethi Meftah de la ligue d'athlétisme de Tlemcen a remporté, samedi, la 15<sup>e</sup> édition du challenge national Imam-Ilyes, organisé à Médéa, en décrochant la première place dans la catégorie sénior-hommes, au terme d'un parcours de 8 km.

Meftah, un habitué des grands circuits de course, s'était déjà distingué, lors de la 12<sup>e</sup> édition, en occupant la première place du podium devant de rudes concurrents. Il a confirmé, une nouvelle fois, sa suprématie, à l'occasion de ce challenge, auquel ont pris part 170 coureurs, issus de vingt-deux ligues d'athlétisme, en devançant des coureurs, tout aussi émérites,

tels que Ali Guerine (Alger) et Halim Benane (Chlef), classés respectivement à la deuxième et troisième places dans la catégorie sénior-hommes. La catégorie sénior-dames a été dominée par l'athlète Kenza Dahmani, de la ligue d'athlétisme de Bordj-Bou-Arréridj, qui a terminé première, devant Nassima Sabor de la ligue de Médéa et Nawal Abass de la ligue de Béjaïa. La victoire, dans la catégorie des vétérans, est revenue à l'athlète Mohamed Belaidi, ligue de Constantine, alors que la seconde et troisième places ont été remportées par Mohamed Belahouel (Tissemsilt) et Saadane Mansour de la ligue d'athlétisme de Sétif.

## Au nom de l'Afrique

### L'Algérie négocie un traité international sur la biodiversité marine

L'ALGÉRIE négocie, à New York, au nom des pays africains, les éléments d'un accord international sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine se rapportant à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Intervenant au nom du groupe africain lors des travaux du Comité préparatoire de cet instrument, qui se tiennent à New York jusqu'au 7 avril 2017, l'Algérie a souligné la nécessité de prendre en charge les intérêts particuliers des Etats africains côtiers dans le cadre de ce futur accord international. Dans ce contexte, l'Algérie a appelé à la mise en place d'un mécanisme de partage équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques marines, destiné aux pays en développement. A ce titre, l'Algérie plaidera pour les intérêts du continent africain en ce qui concerne l'exploitation des ressources génétiques marines, les études d'impacts

environnementales, le renforcement des capacités nationales et le transfert des technologies marines. L'objectif étant de permettre aux pays africains de conserver et d'utiliser de manière durable la biodiversité marine. Ces efforts déployés par l'Algérie s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de l'Union africaine visant à placer les mers et les océans au cœur de l'économie africaine à travers la proclamation de la période 2015-2025 comme décennie africaine des Mers et des Océans afin de réaliser les objectifs de l'Agenda 2063 adopté par les chefs d'Etats africains en 2015. Pour rappel, les négociations relatives à ce futur instrument juridique ont été décidées par l'Assemblée générale des Nations unies en 2015. L'instrument vise à conserver et à utiliser durablement la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales.

## France-Sénégal

### Démantèlement d'un réseau d'immigration clandestine

QUATRE personnes ont été mises en examen avant-hier, soupçonnées d'avoir organisé un lucratif réseau d'immigration clandestine entre le Sénégal et la France, a indiqué le parquet de Bobigny, en banlieue de Paris.

Trois d'entre elles ont été écrouées et la quatrième placée sous contrôle judiciaire, a précisé le parquet qui a ouvert une information judiciaire pour aide au séjour en bande organisée, faux documents administratifs, escroquerie en bande organisée et association de malfaiteurs.

Parmi les mis en examen figure la tête de réseau présumée, un Sénégalais connu des services de police, selon une source judiciaire. «Ce réseau, actif depuis près de deux ans, a connu un pic d'activité récent grâce à un mode opératoire astucieux qui permettait à ses clients

d'obtenir indûment la nationalité française en trompant le Service central de l'état-civil (SCEC) de Nantes», avait expliqué une source policière citée par l'AFP. Le réseau déposait des dossiers de reconnaissance de la nationalité française, en disant que le demandeur était un enfant de Franco-Sénégalais ou de Français nés à l'étranger. Le bureau de Nantes envoyait un courrier au pays d'origine pour s'assurer de la véracité de ces informations. Grâce à des complices dans les bureaux d'état civil, les courriers étaient interceptés puis remis à des faussaires qui fabriquaient à la demande les justificatifs réclamés. Les dossiers étaient alors renvoyés aux autorités françaises qui délivraient d'authentiques certificats de nationalité française. «Une soixantaine de

## Le pouvoir d'achat des Algériens laminé par l'inflation



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Accidents de la route

### 13 morts et 74 blessés en 48 heures

■ Treize personnes ont trouvé la mort et 74 ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant les dernières 48 heures à travers le territoire national, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile.

Par Slim O.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bordj Bou-Arréridj où trois personnes sont décédées et une autre a été blessée, suite à une collision entre deux véhicules légers qui a eu lieu sur le chemin de wilaya 42, au niveau de la commune de Belimour,

daïra de Bordj Ghdir, précise-t-on de même source. Par ailleurs, les services de la Protection civile ont procédé au repêchage de 4 personnes décédées noyées dans des plans d'eau : un adolescent de 17 ans dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, un enfant de 14 ans à Chlef et 2 jeunes âgés de 21 et 23 ans à Mascara. Les unités de la Protection civile ont procédé, d'autre part, à l'extinction de 5 incendies divers, dont un survenu dans un immeuble à

Bab El Oued (Alger) et qui a provoqué le décès d'une personne de 47 ans.

Les secours de la Protection civile sont également intervenus pour prodiguer les soins de première urgence à 12 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant de chauffages et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles : 5 à Sidi Bel-Abbès, 3 à Chlef, 2 à Batna et 2 à Bordj Bou-Arréridj.

S. O.

## Lutte antiterroriste à Bouira

### Des barils de produits pour fabrication de bombes artisanales découverts

DEUX barils contenant des produits et des outils pour la fabrication de bombes artisanales ont été découverts vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Bouira, a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Bouira (1<sup>er</sup> Région militaire) a découvert, hier 31 mars 2017, deux barils contenant des produits et des outils pour la fabrication de bombes artisanales», précise la

même source. «Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté à Tindouf (3<sup>e</sup> Région militaire), deux narcotrafiquants en possession de 1,5 kilogrammes de kif traité et 517 grammes de cocaïne», ajoute le communiqué. Par ailleurs, des unités des Gardes-côtes ont déjoué à Oran (2<sup>e</sup> Région militaire) et Annaba (5<sup>e</sup> Région militaire), «des tentatives d'émigration clandestine de 49 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale», a noté le MDN.